

# Le FMI conclut avec succès la 3<sup>ème</sup> revue du PEG 3 et exige la publication de «tous les nouveaux contrats miniers et ceux renégociés»

P. 4

# ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 662 du mercredi 23 au jeudi 24 novembre 2022 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne  
et Tri-hebdomadaire  
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05  
+ 243 903 185 670  
E-mail : [kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

## A la suite de la crise qui couve au sein de l'UDPS

# Augustin Kabuya perd son sang-froid et délire

«... Peut-être, certains ne verront même pas 2023 pour faire du chantage au Chef de l'Etat».

P. 2

### Balayant la thèse farfelue de Kigali

## Patrick Muyaya tranche : «La République Démocratique du Congo ne présente pas un décor de génocide»

Face au Rwanda et à certains esprits égarés qui tentent de justifier les actes terroristes de M23 par la crainte d'un « génocide » qui se préparerait en RDC, le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, a balayé mardi ces inepties, lors du briefing hebdomadaire avec la presse. C'était aussi pour le porte-parole du Gouvernement de faire le point sur les grands sujets d'actualité. Après la campagne « Défendons la patrie », Patrick Muyaya a appelé la population à se l'approprier. C'est pour la survie de notre pays, a-t-il argué.

P. 12



### PARLONS-EN

## Libérer la pensée

ECONEWS

**D**ire aujourd'hui que la République est agressive relève de la plus prosaïque des lieux communs. Que le peuple s'aligne derrière le chef de l'Etat, commandant suprême des Forces armées et de la Police nationale et adhérer sans faille à son appel à la mobilisation générale; il n'y a rien de plus patriotique. Que des marches de colère (à la limite festives) contre l'agression rwandaise se multiplient à travers le pays, portées curieusement par des délégations de la primature, rien de nouveau sous le soleil.

Que le ministre de la Communication et Médias lance campagne sur campagne, c'est tout à son honneur. (Lire en page 2)

## William Ruto à Kinshasa : un soutien sécuritaire au goût de business

P. 3

## Principes volontaires sur les droits de l'Homme et la sécurité : Justicia et DCAF animent une formation à TFM

P. 6

*A la suite de la crise qui couve au sein de l'UDPS*

## Augustin Kabuya perd son sang-froid et délire

**«... Peut-être, certains ne verront même pas 2023 pour faire du chantage au Chef de l'Etat».**

Quand il s'agit de défendre son parti, l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), Augustin Kabuya, son tout bouillant secrétaire général, qui assumé en même temps la présidence du parti, perd souvent ses nerfs. Et par moment, il n'hésite pas à retrouver son langage de combattant. Alors qu'une crise aiguë couve au sein de l'UDPS, c'est le moment choisi par Augustin Kabuya pour régler des comptes aux gens qui, selon lui, « pensent que pour mieux évoluer, ils doivent écraser l'UDPS pour faire chanter le Chef de l'Etat », Félix-Antoine Tshisekedi. Intervenant lundi

perd carrément son sang-froid.

### UNE DÉCLARATION EXTRÊMEMENT PIQUANTE

Dans une déclaration au vitriol, Kabuya a tiré sur tout ce qui bouge.

« Il y a des gens qui pensent que pour mieux évoluer, ils doivent, coûte que coûte, écraser l'UDPS pour faire du chantage au Chef de l'Etat. Il y a des gens de certains partis politiques qui travaillent matin, midi, soir, qui font semblant d'être avec le chef de l'Etat dans l'Union sacrée, mais qui travaillent pour la disparition de l'UDPS », a-t-il dit sans détours. Et d'enchaîner : « Mais, le Président de la République n'est pas un vendeur de l'or. C'est un acteur politique. Comment vous pouvez prétendre le soutenir, mais travailler sur la disparition de son parti politique ? »

Augustin Kabuya connaît apparemment d'où vient le mal qui s'abat sur l'UDPS. Il le circonscrit en ces termes : « Vous savez depuis notre sortie de Kisangani et Lubumbashi, ça nous a créé beaucoup de problèmes.

Quand nous étions à Lubumbashi, quand les gens de la délégation se réjouissaient de la réussite de nos deux sorties, j'avais dit ceci : c'est bien beau, mais prions maintenant le bon Dieu, puisque nous allons traverser des zones de turbulences, mais nous allons survoler et maîtriser tout cela puisque le Seigneur est avec nous. C'est pourquoi je dis, les gens doivent être sincères au sein de l'Union sacrée ».

S'il ne révèle pas ces tireurs de ficelles, Kabuya menace : « Il y a des gens qui font des petits coups bas, croyant qu'ils ne seront pas démasqués, mais je vous dis, même aujourd'hui, il y a beaucoup de choses qui se passent. Les gens se considèrent comme de petits malins, mais je profite de l'occasion pour vous dire qu'il y a de ceux qui travaillent sur la disparition de l'UDPS pour que eux, émergent, pour faire du chantage au Chef de l'Etat en 2023 : nous avons autant de députés, il faut nous donner ça, il faut nous donner ça+ ». Avant de s'émouvoir dans un profond délire : « Mais l'UDPS est un parti politique créé sur la

base de sang du peuple congolais. Peut-être que certains ne verront même pas 2023 pour faire du chantage au Chef de l'Etat ».

Le SG de l'UDPS se sent trahi : « Trop, c'est trop, les gens ne sont même pas sincères, beaucoup d'hypocrisie. Il y a beaucoup de bêtises qui se passent, rien que pour faire disparaître l'UDPS et nous ne pouvons pas accepter pas ».

Était-ce la seule bonne raison de promettre à ce que « certains (Ndlr : acteurs politiques vraisemblablement) ne verront même pas 2023 pour faire du chantage au Chef de l'Etat ». En vérité, Augustin Kabuya s'est laissé emporter par ses émotions. Un acteur politique de sa trempe ne peut jamais dire ça. Quand celui qui passe – en tout cas à ce jour, promet que « certains ne verront même pas 2023 », serait-ce par disparition politique ou physique ?

A tout prendre, Augustin Kabuya a pêché. Et il doit s'en repentir pour ne pas semer la panique autant dans l'UDPS qu'à l'Union sacrée de la nation.

## PARLONS-EN

### Libérer la pensée

(Suite de la Une)

Avec son homologue des Affaires étrangères, et chacun sur ses plates-bandes, Patrick Muyaya mène sa guerre médiatique avec maestria. Et personne ne lui en tient rigueur.

Bien entendu, il faut mentionner la constellation de partis politiques plus ou moins connus, qui se fendent régulièrement des appels à des militants introuvables, les invitant à soutenir sans réserve les FARDC et leur commandant en chef, avec des mises en garde appuyées contre le maître de Kigali. Au moins l'intention y est. Avec espoir que leurs dirigeants pourraient s'attirer une attention attendue de longue date de la Cité de l'Union africaine.

La défense de la patrie est certes d'une nécessité vitale par ces temps où cette dernière est en danger. Pour autant, la pensée devrait-elle être libérée, un point de vue plus ou moins contradictoire faisant de son auteur un agent infiltré du mouvement rebelle rwandais ? On ne s'en rend peut-être pas compte, mais la dérive et bien réelle. La focalisation de toutes les attentions sur la marche de la guerre donne l'impression que l'Etat, dans son fonctionnement classique, s'est arrêté.

Tout semble être mis en œuvre pour détourner l'attention de l'opinion publique des grands dossiers qui, hier encore, défrayaient la chronique, et auxquelles une issue heureuse n'a été jamais trouvée. Cela englobe les questions de détournements de deniers publics, des demandes réitérées de l'opposition sur des matières allant des réformes à la Commission électorale nationale indépendante aux arrêts contradictoires de la Cour constitutionnelle, voire des nominations controversées dans les entreprises publiques.

Guerre ou pas, l'Etat devrait poursuivre sa marche en avant. Et des opinions qui ne plaisent pas à tous les thuriféraires du régime peuvent, une fois décortiquées, s'avérer constructives.

ECONOMS

## Recrudescence de Covid-19 : le Gouvernement mise sur la vaccination pour « éviter une vague avec forte intensité »

Au regard de l'augmentation des cas positifs à la maladie à coronavirus ces quatre dernières semaines en RDC, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a présidé une importante réunion, ce mardi 22 novembre 2022, à l'hôtel du Gouvernement, avec les membres du comité multi-sectoriel de riposte contre la Covid-19.

Si aucune mesure coercitive n'est encore envisagée, le Gouvernement réserve la primauté de ses conclusions au Président de la République. En attendant, c'est la prévention qui est la règle, avec un appel vibrant à la vaccination au Covid-19.

Selon le ministre de la Santé publique qui a fait le point de cette réunion à la presse, il était principalement question d'évaluer la situation pour transmettre ensuite les conclusions au Président de la République pour

une éventuelle décision. Toutefois, le Gouvernement rassure la population quant au taux faible de létalité malgré cette augmentation des cas positifs.

« Cette réunion a tout son sens au regard des chiffres qui s'élèvent, depuis quatre semaines durant, des cas COVID-19 positifs. Il était important d'évaluer la situation. Nous avons remarqué cette hausse des cas mais à ce jour, nous rassurons la population que malgré des cas élevés constatés le taux de létalité est faible. C'est une sixième vague de la COVID-19 qui a commencé mais elle est de faible intensité », a déclaré le ministre de la Santé publique, Jean-Jacques Mbumgani.

Face à cette recrudescence des cas COVID-19 positifs, le Gouvernement invite la population au respect strict des mesures barrières et à se faire vacciner.

« Au niveau du comité multisectoriel de la riposte, nous avons retenu d'abord les conclusions à faire au Chef de l'Etat pour qu'entour de lui, une décision soit prise au sein de la Task-force. Mais l'orientation est de sensibiliser la population quant à la persistance de cette pandémie et également de communiquer, et alors vraiment pour que la population puisse intégrer le respect des gestes barrières. C'est important dans les regroupements, dans les endroits où il y a plusieurs personnes, que les gens aient toujours le réflexe de porter les masques, de se laver les mains à l'eau ou au gel hydroalcoolique, de maintenir une distanciation sociale. Ce sont les mesures barrières qui protègent la population », a dit le ministre de la Santé publique.

C'est le moment, pense-t-il, d'activer la vaccination. « Nous avons aussi mis un accent sur la

vaccination. Notre population, petit à petit aujourd'hui, adhère à la vaccination. Nous avons un peu plus de 12 millions de personnes vaccinées qui ont eu au moins une dose de vaccin et un peu plus de 6 millions de personnes qui ont reçu deux doses de vaccin. Mais nous voulons augmenter cela. Parce que la population cible à vacciner est de 52 millions de personnes. L'intensification de la vaccination est vraiment nécessaire. Cela permettra d'éviter une vague avec forte intensité », a conclu Jean-Jacques Mbumgani.

Le ministre de la Santé publique, accompagné d'autres membres du Gouvernement, le directeur de cabinet du Premier ministre, le gouverneur de la ville de Kinshasa, le prof Jean-Jacques Muyembe et le général Sylvano Kasongo ont pris part à cette réunion.

AVEC CELCOM/PRIMATURE

# William Ruto à Kinshasa : un soutien sécuritaire au goût de business

**Pour son premier voyage dans la région des Grands Lacs, le tout nouveau président kenyan, William Ruto, a choisi la République Démocratique du Congo. Arrivé dimanche soir à Kinshasa, c'est le lundi matin qu'il a rencontré son homologue congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Que retenir de ces 24 heures de Ruto à Kinshasa ? Deux mots les résumant : sécurité et business.**

HUGO TAMUSA

**A** l'instar de son prédécesseur Uhuru Kenyatta, le nouveau président du Kenya, William Ruto, s'inscrit dans la même lignée en maintenant le pont entre Nairobi et Kinshasa.

C'est donc sans surprise que, pour son premier déplacement dans la région des Grands Lacs, le président a choisi la RDC qu'il a atteint, dimanche soir. Selon la présidence congolaise, cette visite officielle s'inscrivait dans le cadre du processus de Nairobi, au regard de la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans la province du Nord-Kivu où le Rwanda continue à attaquer la RDC sous couvert du M23.

C'est le lundi, dans la journée, que le président kenyan s'est entretenu, en aparté, avec son homologue congolais, Félix Tshisekedi, suivie d'une rencontre bilatérale entre les délégations des deux Etats.

Le communiqué final qui a sanctionné ce séjour de travail du président kenyan à Kinshasa indiquait que les deux Chefs d'Etat ont échangé sur les questions de coopération bilatérale et sur la situation sécuritaire prévalant dans l'Est de la RDC.

S'agissant de la coopération bilatérale, Félix Tshisekedi et William Ruto se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié qui existe entre la RDC et la République du Kenya depuis de longues années et ont réaffirmé leur

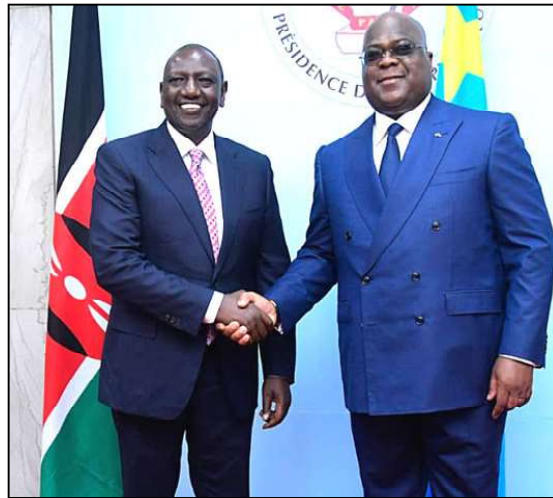
volonté de les consolider davantage au profit de leurs peuples respectifs. Plus particulièrement dans les domaines de la Défense et Sécurité, de l'Agriculture, de l'Energie, des Infrastructures, des Finances, de l'Administration publique et du Commerce.

A cet effet, relève le communiqué conjoint, les deux Chefs d'Etat ont convenu d'instaurer leurs gouvernements respectifs de mettre en place un comité mixte qui va réfléchir sur les voies et moyens de renforcer cette coopération et de leur faire des propositions pertinentes dans le plus bref délai.

Concernant la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, les deux Présidents de la République ont réaffirmé leur détermination de mettre fin à l'insécurité dans cette partie du territoire congolais le plus rapidement possible et de travailler ensemble avec leurs pairs de la communauté d'Afrique de l'Est afin de créer les conditions optimales d'une coopération multilatérale au profit des peuples de la région.

Face à la presse, le président kenyan est revenu sur les motivations profondes de sa visite en RDC. «*Ma visite est dans le cadre du problème de la sécurité qui enivre notre région (...) C'est l'occasion de venir renforcer les relations diplomatiques que nous avons entre les deux pays, le Kenya et la RDC*», a-t-il déclaré, répondant à une question de la presse.

De l'avis du chef de l'Etat kenyan, Kinshasa peut compter



William Ruto (à gauche), président du Kenya, pose en compagnie de son homologue Félix Tshisekedi

sur Nairobi dans les dures épreuves qui rongent sa partie Est. A ce propos, le président William Ruto a confirmé son engagement pour soutenir la RDC dans ses efforts tendant à maintenir la paix. Ce qui se traduit, selon lui, par l'engagement de son pays au sein de la Force régionale de la Communauté d'Etats de l'Afrique de l'Est, marqué spécialement par le déploiement des troupes kenyanes à partir de Goma, dans le Nord-Kivu.

De son côté, le Président Félix Tshisekedi s'est félicité de la promptitude avec laquelle le Kenya s'est mobilisé pour venir au secours de la RDC, victime d'une agression injuste et barbare de la part du voisin rwandais.

Au-delà des questions sécuritaires, le Chef de l'Etat congolais a fait remarquer que la présence à Kinshasa de son homologue kenyan est le symbole de l'excellence des relations entre les deux pays.

«*Ces relations sont appelées à s'améliorer et à se consolider davantage parce que nous sommes d'abord de la même région économique et nous avons les mêmes intentions, les mêmes engagements par rapport à nos populations respectives; mais également à notre continent qui, comme vous le savez, a lancé depuis le début de l'année la zone de libre-échange*», a rappelé le Président Tshisekedi. Et d'ajouter : «*Nous avons donc comme mission de rendre ce projet viable, d'accroître les échanges entre Etats africains pour lutter contre les fléaux que sont la pauvreté, l'analphabétisme, le chômage et bien d'autres difficultés et surtout celle qui est liée au réchauffement climatique qui a des conséquences néfastes ici en Afrique*».

**Le business en fond de toile**

Si le Kenya porte autant

d'intérêt sur la RDC, il y a de gros enjeux économiques qui sont en jeu. A Nairobi, on estime que la situation de guerre qui sévit dans la ceinture orientale de la RDC impacte négativement l'économie congolaise qui estime un manque à gagner annuel de plus d'un milliard de dollar américain. Une situation désastreuse que le président Ruto veut inverser. Ce n'est donc pas pour rien que Nairobi a été aussi prompt à dépêcher ses militaires en RDC dans le cadre de la Force régionale de l'EAC. En effet, pour le Kenya, la paix dans la partie Est de la RDC est un impératif pour relancer son économie.

Depuis quelque temps, le Kenya dispose de gros intérêts économiques en RDC, marqués spécialement par l'acquisition de la BCDC et de la TMB par deux grandes institutions bancaires kenyanes. Des indiscretions qu'une troisième banque kenyane est très avancée dans ses démarches pour s'implanter en RDC. Autant de motivations qui poussent Nairobi à garantir son soutien sécuritaire à Kinshasa.

Preuve qu'entre Kinshasa et Nairobi il y a une importante relation d'affaires qui se met en place, la Cour constitutionnelle vient d'annuler la décision de vente aux enchères de l'imposant immeuble de la BCDC, patrimoine immobilier du groupe kenyan Equity. Ce veto de la Cour constitutionnelle est un jugement rendu précédemment par le Tribunal de commerce de Kinshasa/Gombe a fait une victime : Jean-Pierre Bemba, leader du MLC et grand allié du Président Félix Tshisekedi.

C'est dire qu'entre rassurer le Kenya et protéger les intérêts du chairman du MLC, Kinshasa a fait son choix.

## Arrêt sur images

# Un aparté entre Macron et Kagame qui n'est pas passé inaperçu à Djerba

ECONews

**A**u dernier sommet de la Francophonie à Djerba (Tunisie), les paparazzis ont bien fait leur travail. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'est pas «pays hôte», mais les deux homologues, le Français Emmanuel Macron et le Rwandais Paul Kagame, auraient eu à discuter toute la nuit sans presse ni caméra ! Les murs ont des oreilles, dit-on !

L'usage veut que, dans les grandes fora internationales, les rencontres B2B programmées se font dans des suites

d'hôtels, en toute quiétude. Pourquoi cette discrétion ? Quelles sont ces questions qui ne pouvaient être débattues devant caméra.

Au menu de cet échange, la RDC, inéluctablement, sujet principal ! Pourquoi Macron n'avait-il pas échangé avec la délégation congolaise conduite par son Premier ministre, représentant personnel du Président Tshisekedi ?

C'est dire l'instabilité de la RDC est véritablement le fait d'un complot international, Paul Kagame n'était qu'un garçon de course de puissances internationales, dont la France, pays qui



s'est farouchement, rappelons-nous, opposé à la levée de l'embargo sur les armes en faveur de la RDC. Ce qui explique cela !

Que retenir finalement de ces clichés ? Une chose est sûre : on sent l'embarras dans les visages de l'homme fort de Kigali. On sent qu'il tente de saisir une opportunité pour faire passer son message. C'est la réaction d'une personne acculé. La peur a certainement changé de camp. Kinshasa doit maintenir sa ligne dure jusqu'à inverser les rapports des forces sur le terrain des opérations militaires. «*A luta continua, vitória e certa* », clament les latinistes.

# Le FMI conduit avec succès la 3<sup>ème</sup> revue du PEG 3 et exige la publication de « tous les nouveaux contrats miniers et ceux renégociés »

L'équipe du Fonds monétaire international (FMI) est parvenue à un accord au niveau des services sur la troisième revue du programme de réforme économique des autorités appuyé par l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), généralement dénommé PEG 3 (3<sup>ème</sup> Programme économique du Gouvernement). Dans un contexte de forte incertitude, le FMI recommande des politiques prudentes visant à réduire

l'inflation, à renforcer les réserves budgétaires et de change, et à faire avancer le programme de réformes structurelles renforceront la stabilité macroéconomique et la résilience. Pour la pertinence des réformes structurelles et de gouvernance, le FMI pose l'urgence de publier « tous les nouveaux contrats miniers et ceux renégociés ».

ECONEWS

À la suite de la visite du 19 octobre au 2 novembre 2022 à Kinshasa, l'équipe du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Mercedes Vera Martin, cheffe de mission pour la République Démocratique du Congo, a finalisé depuis Washington DC les discussions sur les politiques économiques et le programme de réformes des autorités. Elle émis la déclaration suivante :

« À la suite de discussions fructueuses, les autorités congolaises et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord au niveau des services sur les politiques économiques en vue de l'achèvement de la troisième revue dans le cadre de l'accord au titre de la FEC. Cet accord doit être soumis à l'approbation de la direction du FMI et à l'examen du Conseil d'administration, prévu en décembre 2022. L'approbation par le Conseil d'administration rendra disponibles 152,3 millions de DTS (environ 200 millions de dollars US) pour le soutien à la balance des paiements », a dit Mme Vera Martin à l'issue de ces discussions.

Le FMI se félicite de bonnes statistiques économiques et financières de la RDC. « Le PIB réel fait preuve de résilience, avec une croissance anticipée à 6,6 % en 2022, soutenue par une production minière plus élevée que prévu. L'inflation devrait dépasser 12 % d'ici fin 2022, en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, exacerbée par la guerre en Ukraine et les goulots

d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Le compte courant a affiché un excédent au premier semestre grâce à la vigueur des exportations, et, à fin octobre, les réserves internationales brutes ont atteint environ deux mois d'importations, bien au-dessus de l'objectif fixé au début de l'accord au titre de la FEC. Le solde budgétaire intérieur (base caisse) est projeté à 1,1 % du PIB, ce qui est conforme aux engagements du programme. Des recettes budgétaires plus élevées grâce à des évolutions favorables dans le secteur minier, ont aidé à faire face aux pressions sur les dépenses résultant de l'escalade du conflit dans l'Est, à l'augmentation des dépenses dans les ministères et les institutions publiques et au remboursement des arriérés aux distributeurs de carburant », a indiqué, à ce propos, la cheffe de la mission du FMI.

## « LES PERSPECTIVES RESTENT POSITIVES »

Confiants sur la bonne santé de l'économie congolaise, les services du FMI « prévoient une croissance de 6,3 % en 2023 dans un contexte de resserrement des politiques économiques sur le plan interne et de ralentissement mondial qui devraient peser sur la croissance. Les perspectives à moyen terme restent favorables, soutenues par l'expansion de la production minière et la dynamique des réformes envisagées. Dans un contexte de fragilité, l'économie reste très vulnérable aux chocs; la volatilité des cours internationaux des produits de base, le res-



En fin de mission à Kinshasa, Mme Vera Martin est passé par la Primature pour présenter les conclusions de ses consultations (photo d'archives).

serrement des conditions de financement extérieur, la hausse de l'inflation, le ralentissement mondial de la croissance et le conflit dans l'Est ont créé un contexte difficile pour l'élaboration des politiques économiques. Les autorités doivent rester vigilantes et poursuivre leurs efforts de réforme pour surmonter les obstacles structurels à la croissance.

A cet effet, « les engagements budgétaires pris dans le cadre de l'accord au titre de la FEC visent un déficit budgétaire intérieur de 0,7 % du PIB en 2023. Des efforts soutenus de mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses courantes, des subventions aux carburants et de la masse salariale laisseront de l'espace pour des dépenses sociales supplémentaires et l'apurement des arriérés intérieurs. Les recettes imprévues contribueront à constituer des marges budgétaires pour répondre aux chocs. Les réformes de la gestion des finances publiques

restent essentielles pour améliorer la qualité, l'exécution et le contrôle des dépenses, y compris en améliorant le processus et la crédibilité du budget, et en renforçant la transparence et la responsabilité budgétaires; en mettant en place le compte unifié du trésor; en renforçant le système de passation de marchés publics; et en renforçant la chaîne de la dépense. Les réformes de la gestion des investissements publics contribueront à améliorer la capacité d'absorption et l'efficacité de ces investissements », note le FMI.

## LE PASSAGE OBLIGÉ

Toujours est-il que les services du FMI rappellent qu'« une politique monétaire proactive contribuera à ancrer l'inflation, tandis que la poursuite de l'accumulation de réserves est nécessaire compte tenu des chocs externes récurrents. Les réformes visant à renforcer le cadre de la politique monétaire et la

gouvernance de la Banque centrale amélioreront la gestion de la liquidité et l'efficacité de la politique monétaire. Après l'approbation du projet de loi sur les banques commerciales, un ambitieux programme de réformes financières visant à renforcer les cadres de réglementation, de supervision et de résolution bancaire contribuera à renforcer la résilience du secteur bancaire ».

Pour y parvenir, le FMI estime que « les réformes structurelles et de gouvernance restent essentielles pour la diversification économique et la croissance tirée par le secteur privé. L'amélioration des cadres de lutte contre la corruption et de LBC/FT, la simplification du système fiscal, les efforts continus de transparence dans le secteur minier (y compris en publiant tous les nouveaux contrats miniers et ceux renégociés) et la mise en œuvre des procédures visant à publier les informations sur les bénéficiaires effectifs des contrats publics amélioreront le climat des affaires et mobiliseront des investissements.

Dans le contexte de la FEC (Facilité élargie de crédit), le FMI fait remarquer que « le gouvernement congolais a également fait la requête d'un financement au titre de la nouvelle Facilité pour la résilience et la durabilité visant à fournir un financement à long terme pour aider à renforcer la résilience, y compris contre le changement climatique. Les discussions dans le cadre de cette facilité débiteront dans les mois à venir ».

# Répondant à l'appel du Chef de l'Etat, le CDR de Jean-Lucien Bussa exhorte les Congolais à la cohésion nationale

MICHEL MASUDI

Le Courant des Démocrates Renouveateurs (CDR en sigle), sous l'autorité morale de Jean-Lucien Bussa, n'est pas indifférent à l'appel à la mobilisation générale lancé par le Chef de l'Etat dans son message à la nation du 3 novembre 2022. Devant le péril provoqué par l'agression de la coalition Rwanda-M23, le CDR a réagi, par le biais d'un communiqué signé par son président national a.i, Alexis Mondonge Bambulu.

Dans ce document, le CDR dénonce avec fermeté l'agression de la RDC par les ter-

roristes de M23, soutenus par le Rwanda, tout en exprimant sa « profonde compassion à l'endroit des compatriotes victimes de cette agression qui n'est pas la première du genre ».

« En effet, les agressions venues ou occasionnées par le Rwanda, s'appuyant sur des prétextes fallacieux (la poursuite des FDLR hutu en territoire congolais) ou par fausses rébellions interposées, ne se comptent plus. Elles occasionnent par la même occasion de fâcheux déplacements des populations avec leur corollaire : implantation dans les camps des réfugiés (dans leur propre pays) dans des conditions

de vie insoutenable aggravées par le manque de nourriture, d'eau potable, d'hygiène et avec le risque de propagation de certaines maladies d'origine hydrique ou des épidémies, notamment le cholera ou le Covid-19 », rappelle le CDR dans son communiqué. Et de préciser : « Le CDR n'a jamais caché son adhésion à la vision du Chef de l'Etat et son appartenance à l'Union sacrée de la Nation, plateforme politique unissant toutes les formations politiques soutenant entre autres, la réélection de Félix Tshisekedi en 2023 ».

De ce fait, « le CDR réitère son soutien à Son Excellence Félix-Anatoine Tshisekedi Tshilombo, président

de la République, Chef de l'Etat, commandant suprême des Forces armées et de la Police nationale ainsi que le gouvernement de la République pour son engagement, pour sa détermination à mettre hors d'état de nuire les ennemis de la République Démocratique du Congo ». Il salue, par ailleurs, « l'engagement et la détermination de nos forces armées qui ne ménagent aucun effort pour bouter les ennemis de la paix hors du territoire national pour assurer la sécurité nationale et la stabilité du pays. Le CDR ne veut pas se laisser prendre au piège du langage diplomatique et surtout de la langue du bois concernant le véritable agresseur de la RDC ».

Aussi, appelle-t-il « la communauté internationale, les Nations Unies, l'Union européenne et l'Union africaine à désigner clairement et sans hypocrisie le Rwanda comme pays agresseur de la République Démocratique du Congo et notamment à lui demander de retirer, sans conditions, ses troupes de la RDC ».

Patriotisme et nationalisme obligent, le CDR promet qu'il « ne laissera jamais s'accomplir le plan machiavélique du Rwanda et de certaines multinationales pour réussir la balkanisation de la RDC. Porte ouverte pour le pillage de nos ressources naturelles ».

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2022

# PPC Barnet/RDC annonce des performances financières positives avec une progression de 6% du volume des ventes

Dans le cadre de la présentation des résultats du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2022, PPC Barnet/RDC annonce une production de près de 250.000 T de ciment, soit une hausse de 6% par rapport à l'année dernière à la même période. Cela représente ainsi 40% d'utilisation de la production totale des capacités de l'usine PPC Barnet, située dans la province du Kongo Central. Ces résultats se traduisent par une progression du chiffre d'affaires de 20% sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022 par rapport à celui de 2021. L'entreprise reste le leader incontournable en République Démocratique du Congo (RDC) par la qualité et la disponibilité de ses produits sur le territoire nationale.

Ces performances financières positives auront pu être encore plus conséquentes s'il n'y avait pas eu les impacts négatifs liés à la guerre en Ukraine. En effet, sur le marché mondial le charbon enregistre une hausse des prix de 100% sur un (1) an, auquel s'ajoute l'envolée du prix du fret maritime. Impactant nécessairement la performance de PPC Barnet, le charbon représente 80% des coûts d'énergie sur le coût de fabrication. Sur le plan national, les prix du carburant ont pris une hausse en moyenne de 29% sur 10 mois, ce qui a entraîné une augmentation des coûts logistiques notamment pour la livraison de la marchandise en camion et/ou en bateau sur le territoire.

Malgré ce contexte économique difficile, l'entreprise PPC Barnet s'engage à maintenir son cap et prévoit d'écouler près de 500.000 tonnes de ciment pour le marché congolais d'ici la fin de l'année. Durant le 1<sup>er</sup> semestre, l'entreprise a respecté le budget et le volume de ventes. Afin de continuer dans la voie d'un groupe performant, toujours plus efficace dans son fonctionnement, PPC Barnet souhaite maintenir les efforts sur la fidélisation de sa clientèle, l'optimisation de sa logistique et l'extension de ses

activités par l'ouverture de nouveaux dépôts à travers le pays.

Aussi, dans le cadre de sa stratégie de développement et d'innovation qui vise à renforcer ses performances, l'entreprise PPC Barnet a ainsi fait un véritable effort sur les économies d'échelle liées à ses coûts fixes et variables. Ces économies sont le résultat concret d'une réduction de l'utilisation des énergies fossiles dans la production de ciment, substituées par des ajouts de noix de palme et de pelletes de bois, en passant de 2% d'ajout à 15% sur le 1<sup>er</sup> semestre.

Ces améliorations, au-delà des économies qu'elles génèrent, s'inscrivent pleinement dans les engagements environnementaux et les objectifs RSE de PPC Barnet. L'entreprise est le premier acteur cimentier du marché RD congolais à utiliser des éléments alternatifs favorisant l'environnement dans sa production de ciment. De plus, dans un souci de conformité avec la réglementation locale, PPC Barnet RDC est le premier acteur du secteur du ciment à appliquer le cahier des charges des responsabilités sociétales du ministère des Mines de la République Démocratique du Congo.

Iqbal Omar, PDG de PPC Barnet RDC précise : « Ces résultats à l'issue de ces six premiers mois



de l'année 2022 confirment notre stratégie de développement à long terme au sein de la République Démocratique du Congo. Dans un contexte économique difficile lié aux conséquences de la guerre en Ukraine et de la hausse du prix des matières premières, nous avons su consolider nos activités à travers l'atteinte de nouveaux records de ventes durant le 1<sup>er</sup> semestre et le gain en efficacité dans la gestion de nos coûts. Nous souhaitons à l'avenir continuer ce sens en fidélisant notre clientèle, en optimisant notre logistique et en ouvrant de nouveaux dépôts dans le pays. Nous sommes aussi fiers de contribuer favorablement au développement social et économique des communautés locales qui sont impactées par nos activités à travers notre politique RSE ».

Avec une volonté de s'ancrer positivement dans ses territoires d'implantation, PPC Barnet participe à l'amélioration des con-

ditions de vie des communautés locales. Ainsi, l'entreprise a signé un accord avec la SNEL pour l'électrification du village de Zamba. Une opération dont le coût est de 1,2 millions de dollars. PPC Barnet prévoit la finalisation de la construction de son école de couture favorisant l'autonomisation des femmes pour le mois de décembre. Enfin, l'entreprise continue de développer des accords avec les différentes universités du pays, notamment par le programme graduat qui a permis à quatre (4) lauréats sur 60 candidats d'avoir une formation au sein de PPC Barnet afin de favoriser la jeunesse et les compétences locales. L'impact social de ses activités dans le pays reste au cœur des priorités de PPC Barnet RDC.

Prochainement, l'entreprise PPC Barnet RDC va lancer l'offre Tonga na PPC, en partenariat avec les partenaires «Epanayo» et la «Sofibanque». Une offre qui vise à la construc-

tion de maisons abordables pour la population congolaise, et qui répondent aux meilleures normes internationales de qualité. L'offre complète sera communiquée lors de sa sortie officielle.

Depuis la restructuration financière de l'année 2021, PPC Barnet RDC a rééchelonné sa dette, avec la forte présence dans le projet de la Banque Mondiale qui reste un acteur fortement engagé, mais aussi avec la présence non négligeable de différents investisseurs congolais. Cette situation démontre que l'entreprise PPC Barnet, dont le Groupe est historiquement une entreprise sud-africaine, est également une entreprise congolaise qui s'inscrit dans une volonté sincère d'être un acteur incontournable de la République Démocratique du Congo.

Kalaa Katema Mpinga, président du Conseil d'administration de PPC Barnet/RDC, a également ajouté : « Les performances de PPC Barnet lors des six premiers mois de l'année 2022 sont le résultat de l'engagement de l'ensemble des collaborateurs qui participent activement au développement de cette jeune entreprise malgré un climat international incertain. La progression du volume des ventes dans ce contexte difficile est une tendance positive, d'autant plus qu'il est nécessaire de vendre avec de la bonne marge car le volume ne fait pas tout. Ainsi, nous restons concentrés sur l'atteinte de nos objectifs annuels grâce à une gouvernance vigilante, la mise en place d'un modèle diversifié et une conduite responsable de nos activités en République Démocratique du Congo qui fait de PPC Barnet une entreprise aux standards internationaux avec une certification ISO en cours de déploiement ».

Avec Agence 35° Nord

## Grande distribution : le Sud-africain SHOPRITE se retire définitivement de la RDC

### SHOPRITE

SHOPRITE RDC SARL - INCOM NO. 020691RDCM14-0-0091  
TAX REG No: A2901137X ID NAT No: 01-9-0403670  
Dist.: Democratic Republic of the Congo  
Business Address: No 11268 O.A.U Avenue,  
Ngaliema, Kinshasa - DRC

Kinshasa le 21 / 11 / 2022

### ANNOUNCEMENT

SHOPRITE RDC wishes to inform the public, its dear customers and all its partners, of the cessation of its activities in the Democratic Republic of Congo. This follows the group's strategy to focus more on its business in South Africa, hence the closure of operations in NIGERIA, KENYA, UGANDA and MADAGASCAR. The decision to close operations in the Democratic Republic of Congo during this period is regrettable but is part of the group's long-term strategy. We take this opportunity to thank once again the Government and the institutions of the DRC for their support during all these years, as well as our valued customers, suppliers and all our collaborators.

Pour SHOPRITE SARL  
Le Directeur Général

SHOPRITES  
SHOPRITE RDC SARL / INCOM 14-0-0091  
No. 11268 O.A.U. KINSHASA  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

### COMMUNIQUE

SHOPRITE RDC tient à informer le grand public, ses chers clients et tous ses partenaires, de l'arrêt de ses activités en République Démocratique du Congo. Cela fait suite à la stratégie du groupe de se concentrer d'avantage sur ses activités en Afrique du Sud, d'où la fermeture des opérations au NIGERIA, au KENYA, en OUGANDA et à MADAGASCAR.

La décision de fermer les opérations en République démocratique du Congo durant cette période est regrettable, mais s'inscrit dans la stratégie à long terme du groupe. Nous profitons de cette occasion pour remercier à nouveau le Gouvernement et les institutions de la RDC pour leur soutien durant toutes ces années, ainsi que nos précieux clients, fournisseurs et tous nos collaborateurs.



REGISTERED ADDRESS: No. 11268, Avenue O.A.U. NGALIEMA,  
KINSHASA / GOMBE, DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

# Principes volontaires sur les droits de l'Homme et la sécurité : Justicia et DCAF animent une formation à TFM

**Du 31 octobre au 4 novembre 2022, Justicia et DCAF ont animé une série de formations sur les principes volontaires sur les droits de l'Homme et la sécurité à l'invitation de et à l'intention de Tenke Fungurume Mining (TFM).**

**A** l'ouverture de ces sessions de formation, le CEO de TFM, M. Zhou Jun, a annoncé l'objectif poursuivi par l'organisation de cette formation : « Nous sommes ravis de suivre cette formation parce que nous sommes conscients qu'elle va nous aider à améliorer notre manière de travailler et d'interagir avec les communautés ».

Les membres de la direction générale ont été les premiers à suivre la formation, donnant ainsi le ton pour la suite de la formation.

Au total, plus de 50 employés venant de tous les départements de l'entreprise et 80 membres de la communauté ont suivi la formation. On notera également parmi les participants les agents de sécurité et les formateurs de TFM, les éléments des services publics de sécurité comme la police des mines, la police territoriale et les FARDC, sans oublier les maisons privées de sécurité et beaucoup d'autres intervenants communautaires.

A cette occasion, MMG, qui a participé aussi aux sessions de formation, a partagé sa riche expérience de la gestion des relations avec les parties prenantes communautaires dans sa concession, une preuve de la collaboration cordiale entre les miniers.

Les membres de TFM en charge de l'ESG ont pris une part active à ces sessions de formation. Julie Liang de CMOC, Dorothée Masele et Celia Xu Xiaoyan de TFM se sont rassurées que cette formation se passe dans les meilleures conditions et bénéficie à tous les participants.

« Je remercie vivement les formateurs de DCAF et Justicia ainsi que les collègues de MMG pour ces sessions de formation qui combinent parfaitement la théorie et la pratique », a dit, au cours de la formation, Julie Liang, vice-présidente de CMOC en charge de l'ESG. « Les principes volontaires constituent un pilier important de la gestion des risques liés aux droits de l'homme à TFM. Nous allons continuer à travailler pour une meilleure application des principes volontaires dans l'entreprise et à favoriser les partenariats internationaux et régionaux pour la sécurité de tous », a-t-elle renchéri.

En effet, le but a été, pour toutes les parties, d'avoir une bonne compréhension des questions des droits de l'homme et de la sécurité dans un environnement minier, afin de contribuer consciemment et activement à leur implémentation durable dans la concession et au-delà.

Ce qu'étaient le témoignage d'Alex Barera, superintendant au département de la sécurité de TFM : « J'ai participé à une session avec les partenaires privés et publics en matière de sécurité, notamment la PMH et la FARDC ainsi que les partenaires privés de sécurité. La formation a été enrichissante. Par ailleurs, les sessions en atelier avaient un caractère interactif. Chacun a été libre de partager son expérience à la lumière des matières apprises ». Et pour conclure, Alex Barera a émis le souci de voir ces modules de formation consignés dans un guide concis avec un langage simple pour assurer une meilleure



compréhension et intériorisation des principes volontaires sur les droits de l'homme et la sécurité.

Justicia Asbl est une organisation de la Société civile congolaise qui coordonne les groupes de travail sur les « Principes Volontaires » dans l'ex-Katanga. DCAF - Le Centre de Genève pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité - est une Fonda-

tion suisse et centre d'excellence sur les questions des entreprises et la sécurité. Cette formation de DCAF-Justicia a été initiée au nom et dans le cadre de l'important travail du Groupe de Travail sur les Principes volontaires du Haut Katanga.

Avant le terme de leur séjour à TFM, DCAF et Justicia ont pu visiter quelques carrières actives dans la concession

pour se rendre compte de la mise en pratique sur le terrain des principes volontaires sur les droits de l'homme à TFM.

Au dernier jour de la formation, Justicia a organisé, à l'intention de la direction générale de TFM, une séance de restitution au terme des formations organisées et de l'écoute des diverses parties au sein des communautés riveraines et de l'entreprise.

**Avec DIRCOM/TFM**



## Journée mondiale de l'enfance : le sport au centre de la célébration

«Un enfant, un sport, un droit», tel est le thème retenu cette année dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de l'enfance. En tant qu'organisme des Nations Unies spécialisé dans le domaine de l'enfant, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a jugé bon de se focaliser cette année sur le sport afin d'éviter la discrimination et les injustices au milieu des enfants.

VÉRON KONGO

Le 20 novembre de chaque année, l'humanité célèbre la journée mondiale de l'enfance. Spécialisé dans le domaine de l'enfant, l'UNICEF a saisi cette occasion pour mobiliser sur les questions relatives aux droits de l'enfant. Une source proche de cet organisme des Nations Unies soutient que le sport est un élément d'intégration, vecteur de message d'égalité et un facteur d'élimination de la discrimination, un droit fondamental pour les enfants au même titre que l'éducation et la santé. Il est aussi un moyen d'action pour transmettre des valeurs sur la santé, l'égalité des sexes, l'inclusion sociale ou la protection de l'environnement.

Pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, célébrer cette journée autour du sport permet également d'avoir un plus grand rayonnement qui suscitera l'engagement des enfants et des adolescents comme acteurs du changement au sein de leurs communautés. Ainsi, l'agence

de l'ONU s'inscrit dans la vision d'une relève capable d'aborder et gérer les questions sensibles de l'heure. «Le sport joue également un rôle important dans l'engagement des jeunes générations dans la lutte contre le réchauffement climatique. Dans un monde où les inégalités sont légion, notre engagement en faveur de l'enfance demeure plus que jamais résolu afin de garantir à chaque enfant congolais l'accès aux services sociaux essentiels, notamment un meilleur accès à l'eau, à des installations sanitaires hygiéniques, aux vaccins, à l'éducation primaire de qualité et de bénéficier d'un système de justice équitable dès la naissance», a souligné le Représentant de l'UNICEF en RDC, Grant Leaity.

Afin de marquer le caractère sportif de cette célébration, l'UNICEF a organisé à Kinshasa un match amical de football au terrain Shoprite mettant aux prises les enfants et les anciens joueurs de football congolais.

Cette manifestation sportive a connu la participation des personnalités du



Sur cette photo, on reconnaît Grant Leaity, le représentant de l'UNICEF en RDC, Lokwa Kanza et Céline Banza, deux ambassadeurs UNICEF et un enfant reporter

football congolais parmi lesquelles Constant Omari, ancien patron de la FECOFA, mais aussi deux ambassadeurs UNICEF, Lokwa Kanza et Céline Banza, tous artistes

musiciens.

La veille, une marche de sensibilisation avait été organisée par l'UNICEF. Elle avait pour objectif d'éveiller la conscience des enfants sur

leurs droits. Partis de la «Place des évolués» dans la commune de la Gombe, les participants ont chuté au siège de l'UNICEF, situé dans l'enceinte de UTEXAFRICA.

## Coopération RDC-Russie : des professionnels de santé congolais en formation continue de perfectionnement

VÉRON K

Dans le cadre de l'accord de coopération signé en 2019 entre la Russie et la République Démocratique du Congo, des professionnels de santé congolais viennent de suivre une formation continue de perfectionnement dans les domaines de la santé et la médecine.

A l'ouverture des travaux à Kinshasa, l'ambassadeur de la Fédération de Russie en RDC, Alexey Sentebov, a signifié que son pays a déjà fourni une assistance sanitaire à la RDC dans le cadre de l'accord de coopération signé entre les deux pays. C'est dans ce cadre, a rappelé le diplomate russe, que des virologues russes ont rencontré des spécialistes congolais et ont examiné d'une manière approfondie les besoins sanitaires du pays, affirmant qu'ils restent toujours aux côtés de



Des professionnels de santé en formation

leurs collègues congolais en organisant des vidéoconférences afin d'accompagner leurs efforts dans la lutte contre les maladies virales, principale-

ment Ebola et COVID-19. Il a indiqué que la Fédération de Russie a procédé en mai 2020 et août 2021 à la remise des lots de matériel médical des-

tiné à la RDC dans le cadre de la lutte contre les maladies infectieuses. «Notre ambassade a également facilité la remise au gouvernement de

deux laboratoires micro-biologiques dotés d'équipements russes pour des diagnostics express», a-t-il ajouté.

Cette formation visait à améliorer les compétences de plus d'une centaine d'agents sanitaires congolais dans le domaine de la médecine clinique moderne, indique-t-on.

Les spécialistes de l'Université fédérale du Caucase du Nord ont aidé, non seulement à apprendre les bases théoriques des équipements, mais également partager l'expérience des médecins russes. Ce qui a permis, entre autres, de soutenir et étendre la coopération humanitaire internationale et développer les liens étroits académiques et scientifiques.

Les participants ont été éduqués sur des sujets ci-après : «traumatologie et orthopédie», «services anatomiques et physiologique de l'imagerie médicale» «soins d'urgence à l'hôpital»

# Projet de lithium de Manono : pression tous azimuts de la Société civile

Le projet d'exploitation du lithium de Manono, dans la province du Tanganyika, piétine. Et la Société civile, évoluant dans le secteur des ressources naturelles, n'hésite pas à nommer le coupable : la Cominière (Congolaise de l'exploitation minière), cette entreprise du Portefeuille de l'Etat née des vestiges de Zaire-Etain.

Dans une déclaration, faite simultanément, le 20 novembre 2022, à Kinshasa, Kolwezi, Lubumbashi et Bukavu, ces Organisations de la Société civile notent que «la direction de Cominière SA doit cesser de bloquer le développement de Manono et de saper la politique présidentielle énergétique et du développement de 145 territoires en multipliant des stratégies pour bloquer Dathcom Mining».

D'emblée, ces Organisations de la Société civile spécialisées dans les questions des ressources naturelles disent constater «une agitation et des manœuvres de la part de certains services gouvernementaux administratifs et judiciaires ainsi que de la Cominière SA dans le but de geler la notification du Permis d'Exploitation de Dathcom Mining SA et lui communiquer le montant total des droits superficiels dus à l'Etat. Cela constitue un sérieux préjudice non seulement pour la partie congolaise (Etat congolais avec ses 10% des parts lui revenant de droit ainsi que celles de l'entreprise du Portefeuille de l'Etat, Cominière SA), mais surtout pour la population affectée par ce projet minier qui devait déjà conclure le cahier des charges pour le développement communautaire pour combattre la pauvreté actuelle. Cela empêche également le début des travaux de construction de la mine et de la production de ce minerais prisé dans la fabrication de batteries électriques indispensables dans la lutte contre le réchauffement

climatique contre lequel, la RDC se positionne en «pays-solution» pour la transition énergétique mondiale».

Elles fondent leur conviction sur les enquêtes documentées auprès du ministère qui gère l'électricité en République Démocratique du Congo. «Tenant compte de ces faits connus de la Direction de Cominière SA et des tireurs de ficelles à identifier», ces Organisations recommandent «urgemment et patriotiquement» aux autorités du pays de mettre tout en œuvre pour lever tous les verrous qui bloquent le démarrage effectif du projet de lithium de Manono.

Spécialement au Président de la République, ces Organisations attendent le voir : «s'assurer que le climat de confiance règne entre les actionnaires de la Société Dathcom Mining SA pour que les opérations d'exploitation commencent urgemment; donner des ordres aux services de l'Etat pour que Dathcom Mining SA soit notifiée et que les 10% d'action de l'Etat soient effectivement inscrits dans le registre du Cadastre minier conformément à notre législation minière; s'assurer que la gouvernance au sein de la Cominière SA est réellement renforcée et mise en exécution; s'assurer que les personnes proposées par le Ministère du Portefeuille sont intègres et défendent bien les intérêts de l'Etat dans la société Dathcom Mining SA, United Cominière SA et autres sociétés de partenariat chez Cominière SA; interdire toute ingérence ou interférence de certains membres du gouvernement, des institutions et des cabinets au niveau national et en province ayant des intérêts directs ou indirects avec cette entreprise de l'Etat». Intégralité de leur communiqué.

ECONEWS

## LES ORGANISATIONS ET PLATEFORMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILES DE LA RDC CDH, ESPOIR ONGDH, GANVE, JUSTICIA Asbl, LICOCO, MAX IMPACT, MDR, POM, RCEN, RND Asbl, CERN/CENCO, TPRDC.

Avenue Libenge, Numéro 216  
C/LingwalaRfc MUSHI KINSHASA  
Téléphone : 0994075131-0816049837-0810526141-  
0812115834-081169770-0810348785-0810002980-0998666992  
Email : drcongo.matters@gmail.com

## COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT N°002/OSC/RN/11/2022

LA DIRECTION DE COMINIÈRE SA DOIT CESSER DE BLOQUER LE DÉVELOPPEMENT DE MANONO ET DE SAPER LA POLITIQUE PRÉSIDENTIELLE ÉNERGETIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DE 145 TERRITOIRES EN MULTIPLIANT DES STRATÉGIES POUR BLOQUER DATHCOM MINING.

Kinshasa-Bukavu-KoKinshasa-Bukavu-Kolwezi-Lubumbashi, le 20 novembre 2022.

Nos organisations nationales de la société civile spécialisées sur les questions des ressources naturelles en République démocratique du Congo, signataires du présent communiqué de presse, invitent Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO et le Gouvernement conduit par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre Jean-Michel SAMA LUKONDE KYENGE à se préoccuper pour le fonctionnement normal de la joint-venture Dathcom Mining SA en vue lui permettre de commencer la production du Lithium dans le territoire de Manono et appliquer sa politique de développement communautaire selon la législation minière du pays et les standards internationaux.

Nos organisations constatent une agitation et des manœuvres de la part de certains services gouvernementaux administratifs et judiciaires ainsi que de Cominière SA dans le but de geler la notification du Permis d'Exploitation de Dathcom Mining SA et lui communiquer le montant total des droits superficiels dus à l'Etat ; cela constitue un sérieux préjudice non seulement pour la partie congolaise (Etat congolais avec ses 10% des parts lui revenant de droit ainsi que celles de l'entreprise du portefeuille, Cominière SA), mais surtout pour la population affectée par ce projet minier qui devait déjà conclure le Cahier des charges pour le développement communautaire pour combattre la pauvreté actuelle ; cela empêche également le début des travaux de construction de la mine et de la production de ce minerais prisé dans la fabrication de batteries électriques indispensables dans la lutte contre le réchauffement climatique contre lequel, la RDC se positionne en pays solution pour la transition énergétique mondiale.

Depuis le mois de septembre 2022, la Direction Générale de Cominière SA, dont un membre est supposé siéger dans le Comité Technique de Suivi des travaux du projet de réhabilitation des centrales de Mpiana-Mwanga, a lancé un appel d'offres prétendant que lesdites centrales sont à l'abandon. Lors d'une réunion organisée les communautés de Manono le samedi 12 novembre 2022 sur Dathcom Mining SA, le délégué de la Cominière SA a déclaré publiquement qu'ils ont «sélectionné le groupe chinois Zijin pour la réhabilitation des centrales hydroélectriques de Mpiana Mwanga endéans trois ans et sans condition»; selon les informations en notre possession reçues d'un participant à ladite réunion. Alors que les documents officiels en notre possession (dont l'arrêté ministériel dont nous publions une copie dans ce communiqué) prouvent le contraire.

Les organisations signataires trouvent en cela une manœuvre malheureuse de plus pour bloquer le démarrage du projet minier de Dathcom Mining SA qui va contribuer au développement de Manono et ses environs dans la province du Tanganyika comme le veut Son Excellence Monsieur le Président de la République et Son Excellence Monsieur le Premier Ministre à travers l'ambitieux programme du développement de nos 145 territoires par la base, avec des retombées positives et effets d'entraînement sur les

provinces du Haut-Katanga, Lualaba, Maniema, Haut-Lomami, Lomami, Sud-Kivu.

Nos organisations rappellent à la Cominière SA et au Ministère du Portefeuille que l'une des raisons ayant motivé le gouvernement à signer l'accord avec AVZ POWER SAU est l'annonce faite par cette entreprise privée de réhabiliter les centrales concernées dans le respect des lois du pays et les standards internationaux dans le secteur afin de fournir de l'énergie à Dathcom Mining SA pour ses opérations minières ainsi qu'aux écoles publiques et privées et aux hôpitaux (centres de santé) de Manono et ses environs sans oublier une quantité à utiliser par l'Etat pour l'électrification de la cité de Manono et de Mpiana-Mwanga. Cette vision des choses s'inscrit dans la politique de développement de Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République et Chef de l'Etat, d'électrifier nos villages et villes grâce à des partenariats public-privés.

Après enquêtes documentées auprès du Ministère qui gère l'électricité en République Démocratique du Congo, nos organisations ont réussi à établir la chronologie suivante des faits connus de la Cominière SA qu'elles souhaitent partager avec l'opinion publique :

**-Le 04 juin 2019**, AVZ POWER SAU adresse une lettre de Manifestation d'intérêt sur un projet d'aménagement hydroélectrique du site de Mpiana-Mwanga à au moins 87kms de la cité de Manono dans le Tanganyika;

**-Le 13 Juin 2019**, il y a eu réunion convoquée par le Ministère de l'Energie sanctionnée par un "Procès-Verbal de la réunion technique pour la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de «Mpiana-Mwanga» rédigé par le Secrétaire Général du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité;

**-Le 21 juin 2019**, un Ordre de service collectif référencé No. ERH/SG/0/036/B9/NB/19, le gouvernement envoie une mission technique sur site dans le Territoire de Manono ;

**-En Juillet 2019**, un "Rapport" de mission effectuée à la centrale hydroélectrique de Mpiana-Mwanga sur la rivière Luvua dans le cadre du projet de réhabilitation par la société AVZ POWER SAU du 24 au 03 juillet 2019 aux frais du Projet;

**-Le 29 juillet 2019**, il y a eu un document référencé No. ERH/4/SG/0/08681/G9/LK/19 et intitulé «Transmission Rapport de mission – Mission effectuée à Mpiana-Mwanga dans le territoire de Manono en province du Tanganyika»;

**-Le 13 janvier 2020**, il y a eu signature du "Protocole d'accord entre la RDC et AVZ POWER SAU à propos de la réhabilitation des centrales hydroélectriques de Mpiana-Mwanga I et II" par le Vice-Ministre du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité pour le Ministre.

**-Le 25 mars 2020**, il y a eu "Transmission de l'étude de faisabilité de la centrale hydroélectrique de Mpiana-Mwanga dans la province du Tanganyika à Manono" au Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité (Gouvernement) sous référence 001/AVZP/MD/PERTH/03/202, suivie de l'accusé de réception le 27 mars 2020.

**Le 30 octobre 2020**, il y a eu une "Note d'information à l'attention de Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des ressources hydrauliques et électricité" sur la "Mission sollicitée par la société AVZ POWER SAU dans le cadre des évaluations techniques et environnementales de la centrale hydroélectrique de Mpiana-Mwanga" sous référence RHE/4/SG/0/1321/G20/SMW/2020.

(Suite à la page 10)



# Le Mali interdit avec «*effet immédiat*» toutes les activités des ONG françaises

**Le pouvoir en place à Bamako (Mali) a annoncé, lundi 21 novembre, l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales (ONG) financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire, en réaction à la suspension de l'aide publique au développement de l'Etat français à travers l'Agence française de développement.**

Le gouvernement de la Transition du Mali a décidé, lundi, d'interdire, avec «*effet immédiat*», toutes les activités des ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire.

C'est ce qui ressort d'un communiqué du Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga.

Cette réaction du gouvernement malien fait suite à la décision de la France de suspendre son aide publique au développement (APD) destinée au Mali.

«*Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali*», avait indiqué le Quai d'Orsay.

«*Le Gouvernement de la Transition a pris note de l'annonce faite par la France le 16 novembre 2022, des mesures suivantes : la suspension de son aide publique au développement à destination du Mali, aux motifs fallacieux de la coopération militaire Mali-Russie et des risques de*

*détournement de cette aide, l'octroi direct aux ONG françaises, des fonds mis à disposition dans le cadre de l'action humanitaire de la France au Mali*», a indiqué, le Colonel Abdoulaye Maïga.

La Transition malienne réaffirme, en outre, que «*ces allégations fantaisistes sont sans aucun fondement et considère cette annonce de la junte française comme un non-événement*», rappelant que «*cette déclaration n'est qu'un subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali*».

En effet, poursuit Maïga, «*depuis février 2022, la France a notifié par voie diplomatique la suspension de sa coopération au développement en faveur du Mali*», avant de rappeler que dans «*le cadre de la Refondation de l'Etat, le Colonel Assimi Gôïta, Président de la Transition, a défini trois principes, à savoir : le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix de partenaires et des choix stratégiques opérés par le Mali et la prise en compte des intérêts vitaux du Peuple malien*



A Bamako, le chef de la junte, le colonel Assimi Gôïta, a décidé de tourner le dos à Paris

dans les décisions».

«*En application de ces principes, cette décision de la France prise depuis février 2022 ne suscite aucun regret, d'autant plus qu'elle contribue à la restauration de notre dignité bafouée par une junte française spécialisée d'une part dans l'octroi d'aide déshumanisante pour notre Peuple et utilisée comme moyen de chantage des gouvernants et, d'autre part, dans le soutien actif aux groupes terroristes opérant sur le territoire malien*», a souligné le Colonel Abdoulaye Maïga.

En outre, le Gouvernement de la Transition invite «*le peuple malien à rester serein et à soutenir les Autorités de la Transition dans leur noble mission de refondation de l'Etat et de lutte implacable contre les*

*groupes terroristes*».

Pour rappel, les tensions entre Paris et Bamako se sont intensifiées depuis l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer fin janvier 2022, sur fond de propos jugés injurieux du ministre de l'Europe et des AE, Jean-Yves Le Drian concernant la coopération militaire avec la société paramilitaire russe Wagner. Le Mali se réservait alors le droit de diversifier ses partenaires dans tous les domaines y compris militaire.

## «SITUATION DE GRANDE FRAGILITÉ»

Une multitude d'ONG œuvrent au Mali dans les domaines de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation. Le pays, pauvre et enclavé, fait face de-

puis 2012 à la propagation djihadiste et aux violences de toutes sortes, mais aussi à une crise politique et humanitaire grave. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit.

Depuis mai 2021 et un second coup d'Etat confortant leur emprise, les colonels se sont détournés de la France, poussés vers la sortie, et dont le dernier soldat a quitté le pays en août après neuf ans d'engagement contre les djihadistes au côté de l'armée malienne. Les colonels se sont tournés militairement et diplomatiquement vers Moscou.

Un collectif d'ONG, dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du monde et Oxfam, avait exprimé son inquiétude devant la suspension par la France de son aide.

Destinataires d'une importante partie de ces financements, ces ONG s'alarmaient dans une lettre au président Emmanuel Macron du fait que la suppression de tels financements n'entraîne «*l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales (...) au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté*». Elles rappelaient que 7,5 millions de Maliens avaient besoin d'assistance, «*soit plus de 35 % de la population*», et que le Mali figurait en 184<sup>e</sup> position au classement de l'indice de développement humain.

Avec AFP

# Maroc : ouverture à Fès des travaux du 9<sup>ème</sup> Forum de l'Alliance des civilisations de l'ONU

Les travaux du 9<sup>ème</sup> forum de l'Alliance des civilisations des Nations-Unies (UNAOC) se sont ouverts mardi à Fès avec pour but de renforcer le dialogue et la coopération entre les communautés, cultures et civilisations.

La séance d'ouverture de ce forum de deux jours qui se tient sous la thématique «*Vers une alliance de paix : Vivre ensemble comme une seule humanité*», a été marquée par la lecture d'un message adressé par SM le Roi Mohammed VI aux participants, et dont lecture a été donnée par M. André Azoulay, Conseiller de SM le Roi.

Dans ce message, le Souverain a souligné que les valeurs de l'UNAOC, les idéaux qu'elle porte et le paradigme qu'elle promeut sont aussi les valeurs du Maroc, ses idéaux et son paradigme.

SM le Roi a affirmé que le Royaume du Maroc a été de tous les combats de l'organisation, pour des raisons consubstantielles à son identité et pour d'autres inhérentes à ses engagements.

Dès l'origine, le Maroc s'est engagé dans cette avant-garde et s'y est maintenu avec constance, a pour-



suivi le Souverain, notant que le Royaume s'est engagé en promouvant l'ouverture comme une culture de la paix, en vivant la religion comme un instrument de paix, et en œuvrant pour le développement, au sens large, en tant que pilier de la paix.

Co-présidé par le ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, M. Nasser Bourita et le Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations des Nations Unies, Miguel

Angel Moratinos, cet événement connaît la participation de nombreuses personnalités de premier plan dont le Secrétaire générale de l'ONU, Antonio Guterres.

Un millier de participants entre délégations officielles faisant partie du groupe des pays et organisations amis de l'alliance, société civile, acteurs dans le champ d'action de l'alliance, universitaires, jeunes professionnels et étudiants prennent part à ce forum.

Cette manifestation interna-

tionale vise à promouvoir le dialogue et la coopération entre les différentes communautés, cultures et civilisations, et à construire des ponts qui unissent les populations et les personnes au-delà de leurs différences culturelles ou religieuses, en développant une série d'actions concrètes visant à la prévention des conflits et à la construction de la paix.

L'organisation de ce forum au Maroc témoigne de son engagement effectif en faveur des principes de dialogue, de coexis-

tion et de respect de l'autre.

Cet événement de grande envergure représente une opportunité unique pour approfondir les discussions et les débats autour de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent; du rôle central de l'éducation; du rôle des femmes comme médiatrices et pacificatrices; de la lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie et la christianophobie; du sport comme vecteur pour la paix et l'inclusion; de l'équilibrage des récits migratoires par la programmation; du rôle des leaders religieux dans la promotion de la paix; la coexistence et l'harmonie sociale, de la revigoration du multilatéralisme à travers la culture de la paix ainsi que la lutte contre les discours haineux en ligne.

Au programme de cette 9<sup>ème</sup> Edition du Forum Mondial de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, coparrainée par l'Espagne et la Turquie, figure notamment une réunion de haut niveau du groupe ministériel des amis de l'UNAOC.

Les travaux de ce forum seront sanctionnés par l'adoption de la Déclaration de Fès.

Avec MAP

## COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT N°002/OSC/RN/11/2022

(Suite de la page 8)

-Le 30 octobre 2020, il y a eu "Transmission du rapport de la mission de service effectuée à Manono dans la province du Tanganyika" suivant l'ordre de mission ou de service référencée RHE/0/SG/070/B9/SM/2020 du 15 septembre 2020 pour accompagner les agents techniques des sociétés Congo Energy SA, Blue Phoenix, Stucky, CREC 8, International Montage Maintenance SA, Zest Weg Group, Groupe Muama Business SARL, WD Power, Power Line, Africa Services DRC SARL, TBEA Hengyan Transformer Co. Ltd et Tramico SARL dans le cadre des évaluations techniques et environnementales des centrales de Piana Mwanga I et II, sous référence RHE/4/SG/0/1322/G9/ALS/2020.

-En octobre 2020, il y a eu "Rapport de mission" effectuée à Manono par l'Ingénieur Timoleon EYUMA, un cadre du ministère chargé pour coordonner tous les travaux.

En décembre 2020, le Secrétariat Général du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité a partagé avec les parties son "Rapport de mission" effectuée, du 24 novembre au 09 décembre 2022, à différents sites dans le Territoire de Manono, dans la province du Tanganyika pour une évaluation exhaustive en vue de la planification des travaux de réhabilitation des centrales de Mpiana-Mwanga I et II.

-Le 22 janvier 2021, il y a eu transmission au Ministère du rapport de la mission de service effectuée à Mpiana-Mwanga sur l'ordre de service collectif No.RHE/4/SG/0/114/B9/SMW/2020

-29 JANVIER 2021, le Ministre de l'Energie a signé un Arrêté Ministériel No.129/CAB/MIN/RHE/EMM/2021 du 29 portant "création d'un Comité technique de suivi du projet de réhabilitation des centrales hydroélectriques de Mpiana-Mwanga I et II" dans lequel siège un représentant ou délégué de la Cominière SA. Le même jour, le Ministre a signé l'Arrêté Ministériel No.130/CAB/MIN/RHE/EMM/2021 portant désignation des membres du Comité de suivi du projet de réhabilitation des centrales hydroélectriques de Mpiana-Mwanga I et II.

-Le 12 mars 2021, il y a eu "Transmission du Procès-verbal et Rapport" de l'atelier de validation des études de faisabilité relatives à la rénovation des centrales hydroélectriques de Mpiana-Mwanga I et II sur la rivière Luvua dans la province du Tanganyika sous référence RHE/SG/0/0389/B8/SM/2021.

-Le 09 avril 2021, il y a eu désignation des membres du Comité de suivi.

-Le 24 avril 2021, par sa lettre référencée MOMENTUM/KIN/CL/002/AVRIL/2021, le cabinet Conseil de AVZ POWER SAU écrit au Ministre de l'Energie pour exprimer au gouvernement la satisfaction de son client suite à la lettre du Ministre de l'Energie référencée CAB/MIN/RHE/BMP/209/AAM/21 approuvant les études de faisabilité de rénovation des centrales de Mpiana-Mwanga I et II.

-Le 03 mai 2021, la lettre du Secrétaire Général du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité référencée RHE/SG/0/0653/G/NB/2021 portant désignation du membre et Fonctionnaire dirigeant, représentant le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité dans le comité de suivi.

-Le 03 mai 2021, la lettre du Secrétaire Général du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité référencée RHE/SG/0/0653/G/NB/2021 notifie au représentant du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité sa désignation dans le comité de suivi.

-Le 20 mai 2021, la Coordination du comité technique de suivi adresse une Note technique au Ministre de tutelle sur l'Etat des lieux à nos jours du projet de réhabilitation des centrales hydroélectriques de Mpiana-Mwanga.

-Le 27 mai 2021, le comité technique de suivi adresse une Note d'information à l'attention du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité sur le projet.

Tenant compte ces faits connus de la Direction de Cominière SA et des tireurs des ficelles à identifier, nos organisations recommandent urgemment et patriotiquement :

**1. A LA DIRECTION INTERIMAIRE DE COMINIÈRE SA**

- De respecter le Protocole d'accord signé entre le gouvernement de la République et AVZ POWER SAU pour la réhabilitation des centrales hydroélectriques de Mpiana-Mwanga,

et dont un représentant devait siéger dans le Comité Technique de Suivi dudit projet ;

- De tenir compte des conclusions de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur sa gestion et le bradage des actifs de cette entreprise d'Etat, et tirer les conséquences en démissionnant.

**2. AU MINISTRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE**

- De veiller que les travaux s'exécutent normalement compte tenu de l'accord signé avec AVZ POWER SAU qui engage tout le gouvernement et la République Démocratique du Congo;

- De veiller avec sa collègue du Portefeuille que la Direction de Cominière SA cesse de créer un blocage de plus contre le démarrage effectif des travaux du projet minier de lithium de Dathcom Mining SA attendus par les populations de Manono, la province du Tanganyika et tout le pays.

**3. A LA MINISTRE DU PORTEFEUILLE**

- De cesser de semer la confusion et jouer un rôle qui bloque le développement du projet minier de Dathcom Mining SA et de tenir compte des conclusions de la feuille de route (Rapport) de l'IGF sur son mauvais rôle dans la vente illégale des 15% des parts à une société de Zijin ainsi que du bradage des actifs de la Cominière SA par sa direction intérimaire, puis en tirer toutes les conclusions de fait et de droit;

- De respecter et soutenir le Protocole d'accord signé par le gouvernement de la République, à travers le Ministre en charge du secteur énergétique, et AVZ POWER SAU pour la réhabilitation des centrales de Mpiana-Mwanga;

- De cesser de prendre parti pour une société privée (Dathomir Mining Resources SARLU) dans son litige commercial avec AVZ International Pty Ltd ni pour le groupe chinois Zijin, bénéficiaire d'une vente des parts des la Cominière SA qualifiée d'illégale par le Rapport de l'Inspection Générale des Finances, avec tous les risques de saper les efforts déployés par Son Excellence Monsieur le Président de la République et Chef de l'Etat pour un climat des affaires assaini et un Etat de droit;

- De procéder urgemment, au nom de l'intérêt supérieur de la nation et dans le respect de la vision du Chef de l'Etat, au recrutement par test sélectif des mandataires de l'Etat pouvant gérer rationnellement avec une gouvernance productive cette entreprise minière de l'Etat dont les actifs ne servent qu'un petit groupe d'individus identifiés par des rapports d'autres organisations non gouvernementales.

**4. A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

- De mettre de l'ordre dans la gestion de Cominière SA, laissée depuis des années entre les mains de deux personnes (le Directeur Général Adjoint et le Directeur Technique) qui y imposent leur volonté au détriment des intérêts des communautés locales et de la République, et demander à la Ministre du Portefeuille de procéder urgemment au recrutement par test sélectif des nouveaux mandataires devant gérer cette entreprise publique en tenant compte des conclusions du Rapport de l'IGF;

**5. A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

- S'assurer que le climat de confiance règne entre les actionnaires de la Société Dathcom Mining SA pour que les opérations d'exploitation commencent urgemment ;

- Donner des ordres aux services de l'Etat pour que Dathcom Mining SA soit notifiée et que les 10% d'action de l'Etat soient effectivement inscrits dans le registre du Cadastre minier conformément à notre législation minière;

- S'assurer que la gouvernance au sein de la Cominière SA est réellement renforcée et mise en exécution;

- S'assurer que les personnes proposées par le Ministère du Portefeuille sont intègres et défendent bien les intérêts de l'Etat dans la société Dathcom Mining SA, United Cominière SA et autres sociétés de partenariat chez Cominière SA;

- Interdire toute ingérence ou interférence de certains membres du gouvernement, des institutions et des cabinets au niveau national et en province ayant des intérêts directs ou indirects avec cette entreprise de l'Etat.



## Trois matchs prévus ce mercredi à la division d'élite de la Linafoot

Trois rencontres seront à l'affiche ce mercredi 23 novembre pour le compte de la poursuite de la 28<sup>ème</sup> édition de la phase aller du championnat national de la Ligue nationale de football (Linafoot).

N.K.

Le démarrage au Qatar de la Coupe du Monde de football n'a pas arrêté la 28<sup>ème</sup> édition de la division d'élite de la Ligue nationale de football (Linafoot). Ce mercredi, plusieurs rencontres sont à l'affiche.

A Lubumbashi au stade TP Mazembe de Kamalondo, les Corbeaux de Lubumbashi vont en découdre avec la Jeunesse Sportive Groupe Bazano sous le coup 15h30, heure de Lubumbashi.

Les neuf joueurs sélectionnés pour le stage de la RDC en Turquie sont rentrés, vendredi dernier à Lubumbashi. Le stage comme la double confrontation face au Congo Brazzaville étant annulés, la FECOFA a renvoyé les joueurs dans leurs clubs respectifs. Et très vite, la Linafoot a reprogrammé la rencontre TPM-Bazano au mercredi 23

novembre à 15h30 au Temple des Badiangwenas à Kamalondo.

Après un long moment de trêve, le TP Mazembe reprend avec le championnat national avec cette rencontre alléchante, en match comptant pour la 5<sup>ème</sup> journée du championnat national de la Linafoot. Au classement provisoire, le TP Mazembe compte 10 points, alors que le Groupe Bazano aligne huit points en six sorties.

A Kolwezi au stade Dominique Diur, l'AS Simba offrira son hospitalité à l'US Panda



C'est le vendredi dernier que Djos Issama a ramené ses neufs coéquipiers internationaux à Lubumbashi.

B52 à 15h30, heure locale.

A Kinshasa au stade des Martyrs de la Pentecôte, la Jeunesse Sportive de Kinshasa (JSK) ira à l'assaut de l'AS Maniema Union de Kindu. Depuis le début du championnat, Maniema Union n'a perdu

aucun match, affichant 12 points pour quatre matchs joués.

Le lundi 21 novembre 2022, le FC Saint Éloi Lupopo avait battu l'US Tshinkunku de Kananga par le score de trois buts à un, en match

comptant pour la 7<sup>ème</sup> journée du championnat national de la Linafoot. Une victoire qui permet à Lupopo de se relancer au classement provisoire de la Linafoot avec sept points en trois matchs disputés, contre l'US Tshinkunku qui totalise neuf points en sept matchs joués.

Le même lundi à Kinshasa au stade des Martyrs, le promu de FC Céleste de Mbandaka a enregistré son troisième succès en dominant l'AC Rangers de Kinshasa par le score écriqué d'un but à zéro. L'unique réalisation été l'œuvre d'Ilunga Tshibanda à la 82<sup>ème</sup> minute de jeu sur penalty.

## Après sa défaite face à l'AS V. Club, DCMP se sépare de son staff technique

N. KANKU

Après la défaite face à l'AS V. Club, le comité de direction du Daring Club Motema Pembe (DCMP) vient de mettre fin à sa collaboration avec son staff technique de la section football. C'est ce qui ressort d'un communiqué de cette structure, signé conjointement

par Martin Tshimbalanga, secrétaire général, et Paul Kasembele, président.

Le comité de direction du DCMP a invité par conséquent toutes les personnes concernées par la présente décision ainsi que tous les membres du staff technique et médical, à entrer en contact avec le secrétariat général endéans 48 heures

pour les mesures idoines de mise à exécution.

«La présente décision est justifiée notamment, par l'impérieuse nécessité de la restructuration du club kinois et de sa redynamisation, en vue de lui assurer son rayonnement mérité. La résiliation du contrat avec ces membres du staff technique pourrait se justifier par l'insuffisance de

résultats du club vert-blanc-rouge à la Ligue nationale de football (Linafoot)», lit-on dans le communiqué.

Pour rappel, le DC Motema Pembe réalise pour le moment une contre-performance au niveau de la Ligue nationale de football. En quatre sorties, DCMP a enregistré trois points, trois nuls et une défaite.

## Séisme au Qatar : l'Argentine de Lionel Messi tombe face à l'Arabie Saoudite (1-2)

La Coupe du Monde n'a pas débuté de la meilleure des manières pour l'Argentine de Leo Messi. L'Argentine, considérée comme l'un des grands favoris, a été surprise par l'Arabie saoudite (1-2), lors de son premier match du Mondial 2022.

Invaincue depuis 36 matches, l'Albiceleste, qui avait ouvert le score grâce à Lionel Messi et a vu trois buts refusés pour hors-jeu, a chuté face aux hommes d'Hervé Renard qui s'offrent une victoire aussi sensationnelle qu'historique.

L'Arabie Saoudite a créé la première énorme sensation de ce Mondial. L'équipe d'Hervé Renard a mis fin à la série de 36 matches sans défaite de l'Argentine, en renversant Lionel Messi et ses coéquipiers au terme d'une rencontre folle (1-2). Alors que le septuple Ballon d'Or avait ouvert le score sur un penalty générique en première période, Saleh Al Shehri et Salem Al Dawsari - d'un but splendide -, ont permis aux Saoudiens d'écrire une des plus belles pages de leur his-



Lionel Messi n'a pas pu assurer son équipe face aux vaillants Saoudiens et de prendre la tête du groupe C.

Malgré cette mauvaise entame de Coupe du Monde, le capitaine argentin, Leo Messi, a tenu à faire preuve d'optimisme dans la foulée de la rencontre : «Les gens doivent avoir confiance, ce groupe ne va pas les laisser tomber. C'est un coup dur pour tout le

monde, pour les fans et pour nous qui ne nous attendions pas à commencer comme ça. On ne compte que sur nous-mêmes. Nous allons jouer les deux matchs, nous dépendons de nous-mêmes», a-t-il déclaré au micro de TyC Sports.

En effet, l'avenir de l'Argentine est désormais entre les mains des joueurs, avec la rencontre face au Mexique ce samedi 26 novembre à 20 h comme prochain rendez-vous dans ce groupe C. La Pulga a poursuivi en s'exprimant sur l'unité dont devrait faire preuve le groupe de l'Argentine : «C'est un groupe qui se distingue par son unité et il est temps d'être plus uni que jamais, de montrer que nous sommes vraiment forts. Cela fait longtemps que ce groupe n'a pas vécu une telle situation. Pensons à ce qui nous attend et préparons-nous pour le Mexique».

Avec 10 hors-jeu au cours de la rencontre, l'Argentine a beaucoup manqué de tranchant dans les phases offensives et Messi en a conscience : «A partir de là, tout a été en montée. Nous n'avons pas trouvé le posi-

tionnement que nous faisons depuis longtemps, nous avons commencé à lancer des centres, en essayant de trouver une égalisation désespérée et nous n'avons pas réussi».

Enfin, l'attaquant du PSG a tout de même eu quelques mots pour la valeureuse équipe d'Arabie Saoudite : «Nous savions que c'est une équipe qui a de bons joueurs, qu'ils jouent bien, et défendent de cette façon. C'est pourquoi, dans les situations que nous avons eues, nous avons peut-être été trop vite».

L'Argentine est déjà dans de beaux draps. L'équipe de Lionel Scaloni, sortie par l'équipe de France en huitième de finale il y a quatre ans, s'est mise d'emblée en danger en concédant un résultat que personne n'avait vu venir. D'ailleurs, tout semblait aller dans le sens des bookmakers en première période où, grâce à un penalty généreusement accordé pour un accrochage sur Leandro Paredes dans la surface, Messi a inscrit son 7<sup>e</sup> but en Coupe du monde (1-0, 10<sup>e</sup>).

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa/  
Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63/  
89 301 93 05  
+ 243 903185670  
E-mail :  
kuediasala@gmail.com  
www.econewsrdc.com  
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF  
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION  
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE  
Faustin KUEDIASALA  
Hugo TAMUSA  
Florent N'LUNDA N'SILU  
Véron KONGO

Jonathan MUTADJIRI  
Nana Kanku  
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS  
Marc NZATE  
Francis Mayuma

WEB MASTER  
Tighana MASTIALA

PRODUCTION  
Michel MASUDI  
+243 907314011

COMMERCIAL  
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL  
René LOKOTA

*Balayant la thèse farfelue de Kigali*

## Patrick Muyaya tranche : « La République Démocratique du Congo ne présente pas un décor de génocide »

Face au Rwanda et à certains esprits égarés qui tentent de justifier les actes terroristes de M23 par la crainte d'un « génocide » qui se préparerait en RDC, le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, a balayé mardi ces inepties, lors du briefing hebdomadaire avec la presse. C'était aussi pour le porte-parole du Gouvernement de faire le point sur les grands sujets d'actualité. Après la campagne « Défendons la patrie », Patrick Muyaya a appelé la

population à se l'approprier. C'est pour la survie de notre pays, a-t-il argué. Parallèlement à toutes les actions menées sur le terrain par les Forces armées de la RDC, une rencontre, initiée par le président angolais, Joao Lourenço, réunit ce mercredi les principaux acteurs de la crise de l'Est, principalement le Chef de l'Etat, Félix-Anatoine Tshisekedi, le Rwandais Paul Kagame.

TIGHANA MASIALA

Le peuple congolais ne porte pas l'âme du génocide. C'est la position défendue, mardi devant la presse, par le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya, au moment où le Rwanda, pays agresseur de la RDC, tente de justifier son soutien aux terroristes de M23 par la crainte, sans fondement, d'un génocide qui couvrirait en RDC. Et par hypocrisie, la communauté internationale, dont l'ONU, semble appuyer cette thèse.

Devant la presse, le porte-parole du Gouvernement a dissipé tout malentendu pour éviter l'amalgame.

Il y a quelques jours, la conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention du génocide, Alice Wairimu Nderitu, a appelé les Congolais à « bannir les discours de haine en vue de prévenir le génocide en République Démocratique du Congo ».

Faux, clame Muyaya ! « Le peuple congolais, depuis tout le temps, a été toujours été un peuple hospitalier », rappelle le ministre Muyaya.

Muyaya va plus loin : « Entendre de la bouche d'une conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies qu'il faut bannir les discours de la haine en vue de prévenir le génocide en RDC, même le diable peut s'étonner d'un tel discours ».

Le porte-parole du Gouvernement rappelle, à cet effet, que « sur place en RDC, aucune voix officielle, aucun média officiel ou privé n'a diffusé un message, dit de la haine ». Et de s'interroger : « Mais d'où vient finalement cette imagination grossière d'un génocide imaginaire ? »

Patrick Muyaya n'a pas une autre explication : « C'est une fiction qui ressemble aux discours ségrégationnistes portés par le Rwanda ».

Au regard du sérieux

accordé à cette thèse, Muyaya pense qu'on cherche plutôt à « nous détourner des vraies raisons du problème », faisant remarquer que « le Rwanda, depuis un certain temps, ne cesse de distiller de fausses informations selon lesquelles qu'il y aurait une catégorie de populations qui serait en danger. Cette théorie, qu'on peut considérée de complot est crue par une certaine opinion, notamment, apparemment, la communauté internationale, les Nations Unies en premier plan ».

Il appelle dès lors la communauté internationale à ne jamais perdre de vue le plaidoyer de la RDC. « Les vraies raisons du problème, c'est l'agression du Rwanda. Après on ne doit pas aller dans des superflues. De quel génocide parle-t-on », s'est demandé Patrick Muyaya.

Ainsi, selon lui, le débat - le vrai - doit plutôt tourner autour du retrait de la MONUSCO, du retrait des re-

belles du M23 des territoires qu'ils occupent et de la restauration d'une paix durable dans la partie Est de la République Démocratique du Congo.

### UNE FUITE EN AVANT DE KIGALI

Il est convaincu que « parler d'un génocide, c'est chercher des poux sur la tête d'un chauve ». « Nous sommes dans un pays à 100.000.000 d'habitants, avec plus de 450 tribus, pourquoi doit-on chercher des poux sur la tête des Congolais sans cheveux comme moi », s'est indigné le porte-parole du gouvernement congolais. Et de poursuivre : « Et pourtant les 450 tribus environ de la République Démocratique du Congo vivent, depuis toujours, en harmonie. C'est l'un des acquis nous léguer par nos aïeux, notamment le Maréchal Mobutu. Dire que certaines tribus développeraient un sentiment de haine envers d'autres, c'est une utopie ».

Si Kigali tente de propager de mauvaises nouvelles pour justifier ses actes terroristes en RDC, Patrick Muyaya note que le Rwanda, qui se fait « porte-parole du M23 », devrait demander à ses « poux de libérer les territoires occupés par ces derniers ».

Loin de cette question de pseudo génocide, le porte-parole du Gouvernement a abordé bien d'autres sujets d'actualité. Il a notamment appelé la population à adhérer à la campagne « Défendons la patrie », se félicitant de l'engouement dont fait preuve la jeunesse, en réponse à l'appel à la mobilisation du Chef de l'Etat.

Il se dit impressionné par « l'engouement à la mobilisation des jeunes dans les rangs des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) », rappelant que « les jeunes vont dans l'armée parce qu'il faut défendre l'intégrité territoriale ».

